

Synthèse

« Analyse du marché et des acteurs de la filière industrielle française de sécurité »

CONTEXTE ET ENJEUX

- **La sécurité, un besoin essentiel**

Le secteur de la sécurité porte sur des enjeux forts, que ce soit sur le plan économique (développer la compétitivité de la filière), stratégique (garantir la sécurité des infrastructures énergétiques, d'eau, de transport, de communications électroniques) ou sociétal (garantir la sécurité des citoyens dans le respect des libertés individuelles et collectives).

- **Une politique industrielle concertée**

Pour répondre à ces enjeux, et face à l'augmentation des menaces, le gouvernement a créé, en octobre 2013, le Comité de la filière industrielle de sécurité (CoFIS), qui a pour but de renforcer et de rénover le dialogue entre l'État et l'industrie à travers des collèges de représentants de groupements tels que le Conseil des industries de la confiance et de la sécurité (CICS), de collèges d'utilisateurs et de personnes qualifiées. Présidé par le Premier ministre, son secrétariat a été confié au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) et à la Direction Générale des Entreprises (DGE). Parmi ses objectifs : animer la filière sécurité, la structurer, consolider le tissu industriel.

- **Une étude pour affiner les connaissances du marché et mieux identifier les besoins**

Afin de développer la connaissance de ce secteur, la DGE, le SGDSN et le Ministère de l'Intérieur ont retenu les cabinets Décision et Pierre Audoin Consultants pour la réalisation d'une étude de la filière sécurité en France dans le cadre d'un marché public. Cette étude a pour objectifs de définir une segmentation de la filière industrielle française de sécurité, d'en recenser les acteurs et de chiffrer son poids économique. Elle analyse également le marché pour anticiper l'évolution du secteur et élaborer des recommandations.

LES PRINCIPAUX APPORTS ET ENSEIGNEMENTS DE L'ETUDE

- **La définition d'une segmentation d'un marché hétérogène**

La filière sécurité comprend des organismes et entreprises très hétérogènes : sociétés de sécurité privée ou de gardiennage, services de police, pompiers, fabricants de vêtements et d'équipements de protection, véhicules de sécurité, moyens d'identification et d'authentification, de surveillance, de détection d'intrusion, alarmes, fournisseurs de produits et de services de cybersécurité, etc. L'étude a permis de définir une segmentation du marché en 58 sous-segments répartis en 5 grandes catégories:

- 1) Produits de sécurité, qu'ils soient physiques (exemple : véhicules incendie, casques) ou électroniques (ex : radars, caméras de surveillance), logiciels ou correspondent à des solutions intégrées
- 2) Produits et solution de cyber sécurité (ex : système de chiffrement)
- 3) Services de cybersécurité (ex : audit de conformité)
- 4) Services privés de sécurité (ex : gardiennage, transports de fonds)
- 5) Services publics de sécurité (Police et gendarmerie nationales, Douanes, Polices municipales, Sécurité civile dont certaines unités militaires, Pompiers, Justice, Administration Pénitentiaire)

Les segments 1 à 3 représentent le « cœur industriel » de la filière.

Les segments 1 à 4 en constituent le secteur marchand.

Le segment 5 constitue le secteur public.

- **Le poids économique de la filière**

En France, la filière industrielle de sécurité c'est :

Des grands champions et des PME innovantes :

- Au moins 4500 entreprises dont environ **1100 entreprises pour le cœur de filière industrielle** qui a été évalué, dont 27 % positionnés sur les produits et solutions physiques, 35 % sur les produits et solutions électroniques, logicielles et système et 25 % sur les produits et services de cybersécurité. 60 % de ces entreprises sont spécialisées à 100 % dans la sécurité (certaines exerçant aussi pour la Défense). 10 entreprises réalisent un CA supérieur à 500 millions d'euros (Airbus Defense & Space, Airbus Helicopters, Gemalto, Ingenico, Morpho, Oberthur Technologies, ST Microelectronics, Thales, et les filiales françaises des groupes Honeywell, Securitas, UTC Fire & Security). Le secteur compte également une centaine de PME très innovantes telles que HGH (surveillance infrarouge), Multix (détection) et Hologram Industrie ou Advanced Trace & Track (marquage) et en cybersécurité celles des groupements professionnels Hexatrust et ACN par exemple, en général très tournées vers l'export.

Des partenaires investis :

- **19 pôles de compétitivité** regroupant près de 600 entreprises du secteur sont impliqués sur les questions de sécurité, et ont permis aux projets collaboratifs qu'ils labellisent de bénéficier de 63 M€ de subvention annuelle en moyenne.
- **36 laboratoires** sont particulièrement impliqués sur ce thème (dont le CEA qui injecte 40M€ par an dans ses activités de sécurité et le CNRS notamment en matière de cybersécurité).

Un secteur créateur d'emplois :

- **Près de 30Md€ de chiffre d'affaires en 2013** pour le secteur marchand et 300 000 emplois – l'estimation globale du secteur marchand au niveau mondial étant de 570Md€, et en Europe de 160 Md€.
- La part du **CA réalisée à l'export pour l'ensemble des entreprises industrielles est de l'ordre de 50%**, et atteint 70% pour les grands groupes.

- **Des prévisions d'évolution positives**

Depuis les événements de 2001, le chiffre d'affaires du secteur de la sécurité ne cesse de croître, notamment celui de la cybersécurité. **Pour la période 2013-2020, sa croissance devrait atteindre 5% par an en moyenne**, le secteur restant tiré par la cybersécurité (10,5%) et les produits électroniques, logiciels et système (6%), avec l'émergence de nouveaux produits connectés.

- **Recommandations : le développement d'une politique industrielle d'envergure européenne**

Pour continuer d'améliorer sa compétitivité face aux offres d'origine américaine et asiatique, la filière française de sécurité est appelée à convertir en effet levier le contexte actuel, favorable au renforcement de la sécurité, en développant les innovations dans tous les segments d'activité (notamment du numérique et ceux présentant une dualité forte avec la défense) et en mobilisant ses forces. Elle doit conquérir davantage le marché international en améliorant sa visibilité et en développant les synergies inter-entreprises pour y parvenir.

L'étude préconise le développement d'une politique industrielle d'envergure européenne identifiant les domaines stratégiques et les actions à mener permettant l'accélération des cycles d'innovation et de financement, la promotion des solutions françaises et européennes, le soutien ainsi que la protection des pépites, et la réduction de certaines contraintes.